



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Proposition de loi 4564

Proposition de loi concernant la protection du cheptel piscicole

Date de dépôt : 28-04-1999

Date de l'avis du Conseil d'État : 01-02-2000

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
28-04-1999	Déposé	4564/00	<u>3</u>
01-02-2000	Avis du Conseil d'Etat (1.2.2000)	4564/01	<u>7</u>
27-06-2003	Prise de position du Gouvernement (27.6.2003)	4564/02	<u>10</u>
13-10-2009	Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés 1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier Ministre, Ministre d'Etat (13.10.2009) 2) Liste des propositions de loi à re [...]	4564/03	<u>13</u>

4564/00

N° 4564

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1998-1999

PROPOSITION DE LOI**concernant la protection du cheptel piscicole**

* * *

*(Dépôt, M. Jos. Scheuer: le 28.4.1999)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Exposé des motifs.....	1
2) Texte de la proposition de loi	3
3) Commentaire des articles	3

*

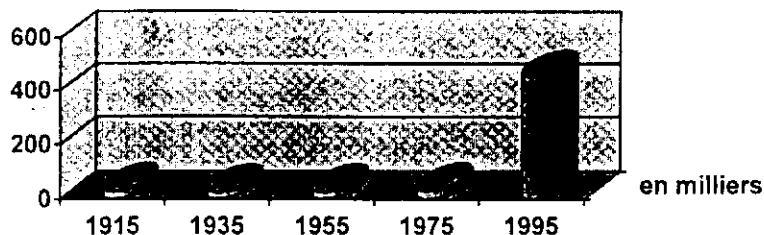
EXPOSE DES MOTIFS

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, „la sauvegarde du caractère, de la diversité et de l'intégrité de l'environnement naturel, la protection de la flore et de la faune et de leurs biotopes“ et, plus particulièrement, „le maintien et l'amélioration des équilibres biologiques“, constituent des objectifs contraignants pour les pouvoirs publics.

En effet, faute de capacité autorégulatrice, le maintien de la diversité du milieu naturel et des équilibres biologiques nécessite une intervention continue de la part de l'homme, ce qui implique toujours des choix prioritaires au niveau des espèces qui font l'objet de mesures de conservation spéciale afin d'assurer leur survie et leur reproduction. Puisque ces espèces bénéficient d'une protection particulière, on assiste régulièrement à une augmentation sensible de leurs niveaux de population, ce qui peut en contrepartie provoquer une diminution considérable de certaines populations animales qui se situent en aval de leur chaîne alimentaire.

Aussi une véritable politique de mise en valeur du patrimoine naturel se doit-elle de déceler les menaces que les actions spécifiques pour la protection de certaines espèces animales font peser sur les équilibres biologiques et de réagir en conséquence.

La prolifération récente du grand cormoran constitue précisément une telle menace. Le grand cormoran, exclusivement piscivore, consomme quotidiennement près de 500 g de poissons. Or, depuis la protection intégrale de cette sous-espèce d'oiseaux en 1979, sa population s'est multipliée en Europe par 15 endéans 20 ans et atteint en 1995 le chiffre considérable de 450.000 individus. La présence abondante du cormoran au bord de nombre de lacs et de rivières européens porte ainsi depuis des années un grave préjudice à certaines espèces de poissons indigènes, notamment aux salmonidés.



Evolution de la population du Grand Cormoran en Europe

Ces faits ont amené, en juillet 1997, le retrait du grand cormoran de l'annexe I de la directive européenne sur la protection des oiseaux. Dans son Rapport d'activité 1997, le Ministère de l'Environnement précise que „la Commission européenne a décidé le 30 juillet 1997 de retirer le grand cormoran de l'annexe I; une décision prise sur base d'informations scientifiques établissant la bonne situation de cette espèce sur le plan de la conservation au niveau européen“ et que partant les Etats membres „ne seront plus tenus de prendre des mesures de conservation spéciales (...) pour cette espèce“.

En raison de leur niveau de population, de leur distribution géographique et de leur taux de reproduction, les cormorans peuvent donc faire l'objet d'actes de chasse tout en veillant à ce que la population de cette espèce soit maintenue à un niveau satisfaisant.

Dans le but de réduire des populations trop importantes et de conserver la diversité des espèces, les autorités allemandes, françaises et espagnoles ont d'ores et déjà autorisé des tirs dans les régions où les cormorans sont le plus prolifiques.

Dans l'intérêt de la conservation de la biodiversité, il apparaît tout à fait indispensable et légitime de procéder également au Luxembourg à une régulation cohérente et responsable du cormoran afin de pallier l'absence de prédateur direct.

En ce qui concerne la conservation et la protection du cheptel piscicole, la loi portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures énonce d'ailleurs clairement l'objectif „de maintenir l'équilibre biologique des eaux“ et contient l'obligation „de rétablir cet équilibre en cas de perturbation et d'assurer une production piscicole en rapport avec la capacité biogénique naturelle des eaux“.

Lors de la réunion „Cormoran“ organisée en date du 2 février 1999 par l'Administration des Eaux et Forêts, les représentants du Musée National d'Histoire Naturelle et de l'Administration des Eaux et Forêts ont constaté une „croissance exponentielle“ de la population du grand cormoran au Luxembourg. Avec une population hivernale récente de +/- 600 individus de cormorans sur le seul territoire du Grand-Duché, le prélèvement de poissons dépasse la capacité de reproduction naturelle de la faune piscicole.

S'il est vrai que ce prélèvement pourrait encore paraître supportable pour des plans d'eau de grande envergure, tels que la Moselle ou encore le barrage d'Esch-sur-Sûre, il n'en reste pas moins que la biomasse piscicole de la majorité de nos rivières en est sérieusement affectée.

Ajoutons à cela que le cormoran prélève en tant que prédateur opportuniste de préférence des espèces faciles à capturer, ce qui est tout particulièrement le cas pour l'ombre, espèce de poisson figurant sur la liste rouge et qui n'échappe que rarement à la technique de chasse en groupe des cormorans.

La prolifération du cormoran menace également le projet saumon 2000, un projet européen pour la réintroduction dans le système fluvial du Rhin des grands migrateurs comme le saumon et la truite de mer qui sont venus se reproduire dans nos rivières jusque dans les années cinquante. Ces réempoissonnements en alevins et tacons sur différents tronçons de la Sûre et de l'Our, opérations longues, coûteuses et délicates à mettre en oeuvre, risquent fort de ne connaître point de succès, si la majeure partie des saumoneaux deviennent la proie des cormorans avant de n'atteindre la mer.

Notons finalement que la population du grand cormoran au Luxembourg risque fort bien d'augmenter davantage avec la décision récente de la Bezirksregierung Trier de mener des actions concertées d'effarouchement des cormorans. De toute évidence, les mesures d'effarouchement entreprises en Allemagne ne font que déplacer le problème sur notre territoire national.

Pour toutes ces raisons, la présente proposition de loi entend modifier la législation luxembourgeoise afin de rendre possible la chasse aux cormorans dans l'intérêt de la sauvegarde de l'équilibre biologique des eaux.

Une telle modification de notre législation se fait en toute conformité avec la Convention internationale pour la protection des oiseaux et avec la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux. Lesdites conventions prévoient, tout comme la directive européenne concernant la conservation des oiseaux sauvages, d'autoriser des dérogations dans l'intérêt de la conservation de la nature ou en vue de prévenir des dommages.

Dans son article 6, la Convention internationale pour la protection des oiseaux précise d'ailleurs que la protection d'une espèce peut être levée si celle-ci vient „à menacer d'extinction ou de simple diminution une ou plusieurs espèces dont la conservation est souhaitable“.

TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI

Article unique.– L'article 5 de la loi modifiée du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux est complété comme suit:

„**Art. 5.**– Sont considérés comme ne requérant pas de protection les oiseaux ci-après:

(...)

i) le grand cormoran (*phalacrocorax carbo sinensis*, Kormoran)“

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

En ajoutant le grand cormoran à l'énumération de l'article 5 de la loi modifiée du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux, il sera dorénavant possible de procéder à une régulation active de populations trop abondantes de cette espèce.

Conformément aux articles 6, 7 et 8 de cette même loi:

- la chasse au cormoran se fera selon les dispositions et les restrictions des lois et règlements concernant la chasse;
- un règlement d'administration publique déterminera l'ouverture et la fermeture de la chasse au cormoran;
- le Gouvernement pourra réduire la durée de chasse et interdire temporairement la chasse au cormoran si cette espèce atteint un niveau de conservation défavorable.

Notons finalement que le point 2 de l'article 1er du règlement grand-ducal du 8 avril 1986 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces animales de la faune sauvage doit lui aussi être complété par l'inscription du grand cormoran.

4564/01

N° 4564¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1999-2000

PROPOSITION DE LOI

concernant la protection du cheptel piscicole

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(1.2.2000)

Par dépêche du 30 avril 1999, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat la proposition de loi sous rubrique, déposée à la Chambre des députés par le député Jos Scheuer lors de la séance du 28 avril 1999.

La prise de position du Gouvernement concernant cette proposition de loi a été annoncée, mais n'est pas encore parvenue au Conseil d'Etat.

La proposition de loi a pour objet de compléter l'article 5 de la loi modifiée du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux afin de rendre possible la chasse aux grands cormorans dans l'intérêt de la sauvegarde de l'équilibre biologique des eaux.

Selon l'exposé des motifs, la population des grands cormorans s'est multipliée en Europe par quinze depuis leur protection intégrale en 1979 et a atteint en 1995 le nombre impressionnant de 450.000 oiseaux. Si l'on sait que le grand cormoran dévore chaque jour près de 500 g de poissons, on peut aisément comprendre que la prolifération de cette sous-espèce d'oiseaux porte un grave préjudice aux poissons indigènes, notamment aux salmonidés.

Ces informations ont incité la Commission des Communautés européennes à modifier l'annexe I de la directive 79/409/CEE du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages par la directive 97/49/CE en retirant le grand cormoran (sous-espèce continentale) de cette annexe. De même, les autorités allemande et française ont déjà entrepris des mesures de régulation dans les régions limitrophes, de sorte que le problème risque de se déplacer encore davantage sur notre territoire.

Au Grand-Duché de Luxembourg quelque 600 cormorans prélèvent depuis une dizaine d'années par hiver environ cinquante tonnes de poissons, ce qui trouble sérieusement l'équilibre biologique de la plupart de nos rivières, risque d'exterminer l'ombre, espèce de poisson facile à capturer figurant sur la liste rouge et menace le coûteux projet européen pour la réintroduction du saumon ainsi que de la truite de mer. Voilà pourquoi certaines associations, telles que la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs, se plaignent de plus en plus nettement de cette croissance incontrôlée de la population du grand cormoran au Luxembourg.

Le Conseil d'Etat comprend les soucis exprimés par l'auteur de la proposition de loi. Dans l'intérêt de la conservation de la biodiversité il approuve les objectifs poursuivis par le texte sous avis. Ces objectifs sont d'ailleurs conformes à l'article 6 de la Convention internationale pour la protection des oiseaux, signée à Paris, le 18 octobre 1950 et approuvée par la loi du 18 juin 1962 ainsi qu'à l'article 13 de la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, faite à Bruxelles, le 10 juin 1970 et approuvée par la loi du 16 novembre 1971 qui permettent des dérogations à la protection des oiseaux en cas de menace d'extinction ou de simple diminution d'une ou de plusieurs espèces dont la conservation est souhaitable et dans l'intérêt de la conservation de la nature ou en vue de prévenir des dommages.

Tenant compte des observations qui précèdent et sous réserve que la chasse au grand cormoran se fera dans le strict respect des restrictions légales et réglementaires y relatives qui peuvent comporter une réduction de la durée de chasse et même une interdiction temporaire de la chasse, le Conseil d'Etat ne

s'oppose pas à la modification envisagée de l'article 5 de la loi modifiée du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux.

Tout comme l'auteur de la proposition de loi, il rend attentif au fait que le point 2 de l'article 1er du règlement grand-ducal du 8 avril 1986 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces animales de la faune sauvage doit être adapté en conséquence.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 1er février 2000.

Le Secrétaire général,

Marc BESCH

Le Président,

Raymond KIRSCH

4564/02

N° 4564²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROPOSITION DE LOI

concernant la protection du cheptel piscicole

* * *

PRISE DE POSITION DU GOUVERNEMENT

(27.6.2003)

La proposition de loi sous rubrique vise à modifier la loi du 24 février 1928 concernant la protection des oiseaux dans le but de lever la protection dont bénéficie le cormoran en vertu de cette loi.

La proposition appelle 3 remarques fondamentales:

1. La question se pose si la loi du 24 février 1928 n'est pas abrogée implicitement sinon intégralement du moins partiellement par la mise en vigueur de textes législatifs postérieurs réglementant la même matière (loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et règlements d'exécution relatifs à la protection de la faune sauvage).
2. En dehors du texte précité, le cormoran est protégé en vertu d'autres dispositions, à savoir
 - a) La Convention Benelux en matière de chasse et des oiseaux
 - b) La directive 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages
 - c) Le règlement grand-ducal du 8 avril 1986 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces animales de la faune sauvage pris en vertu de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.
3. Si le statut de protection du cormoran venait à être levé au titre de tous les textes précités, le cormoran ne deviendrait pas pour autant un oiseau „chassable“ contrairement à ce que semble faire croire la proposition de loi sous rubrique.

En effet, pour que la chasse puisse être exercée sur cet oiseau, il faut qu'il soit classé comme gibier au niveau du Benelux par décision du Comité des ministres Benelux.

Il est à craindre qu'une telle décision soit refusée comme étant incompatible avec la directive CEE citée plus haut qui contient des annexes sur lesquelles le cormoran ne figure pas parmi les espèces „chassables“.

Il est évident que la proposition de loi vise e.a. la réduction des populations trop importantes de cette espèce.

Il y a donc lieu de déterminer de quelle façon cette réduction peut se faire.

Si le pouvoir politique était amené à autoriser le prélèvement d'un certain nombre d'exemplaires avec l'arme à feu, il y a lieu de déterminer

- les personnes qui sont habilitées à tirer,
- les moyens (armes et munitions),
- la période de tir,
- le quantum des prélèvements,
- les terrains sur lesquels le tir est autorisé (domaine public, terrains privés, terrains loués à des chasseurs) etc. etc.

Mis à part le tir avec l'arme à feu, il y aurait lieu de déterminer également les autres moyens de lutte à envisager.

Pour atteindre le but prédéfini (décimation, effarouchement etc.), la proposition de loi devrait être complétée en précisant les mesures et moyens à mettre en oeuvre, ceci pour éviter toute incertitude juridique.

Finalement, il y a lieu de soulever la question de savoir s'il est opportun de créer une législation spéciale pour une seule espèce sachant que des problèmes similaires peuvent se présenter d'un jour à l'autre pour une autre espèce (ex. corbeau freux).

Au regard de ce qui précède, le Gouvernement en Conseil s'exprime favorablement à l'encontre de l'approche préconisée par la proposition de loi, tout en insistant sur la nécessité de compléter cette dernière conformément aux observations formulées ci-dessus.

4564/03

N° 4564³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

PROPOSITION DE LOI**concernant la protection du cheptel piscicole**

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier Ministre, Ministre d'Etat (13.10.2009)	1
2) Liste des propositions de loi à retirer du rôle des affaires de la Chambre des Députés.....	2

*

RETRAIT DU ROLE DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PREMIER MINISTRE, MINISTRE D'ETAT**

(13.10.2009)

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer, qu'en date du 13 octobre 2009 les propositions de loi reprises sur la liste jointe en annexe ont été retirées du rôle des affaires de la Chambre des Députés.

J'adresse copie de la présente à Madame Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veillez croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma très haute considération.

Le Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR

*

**LISTE DES PROPOSITIONS DE LOI A RETIRER DU ROLE
DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

- 1) **3407** Proposition de loi concernant l'abolition de la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat
Dépôt: **Monsieur Jean Huss**, le 31.5.1990
- 2) **3512** Proposition de loi en vue de la modification de la loi du 7 septembre 1987, ayant changé celle du 4 avril 1924, portant création de Chambres professionnelles à base électorale
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 20.3.1991
- 3) **3577** Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes
Dépôt: **Monsieur Henri Grethen**, le 3.12.1991
- 4) **3679** Proposition de loi réglementant les conditions d'accès à l'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 12.10.1992
- 5) **3836** Proposition de loi portant modification de la loi du 8 avril 1993 relative à l'organisation de l'indivision et étendant l'attribution préférentielle en cas de succession aux entreprises commerciales, industrielles et artisanales
Dépôt: **Monsieur Henri Grethen**, le 7.9.1993
- 6) **3840** Proposition de loi complétant la loi électorale (loi modifiée du 31 juillet 1924)
Dépôt: **Monsieur Jean-Paul Rippinger**, le 27.9.1993
- 7) **3878** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le remplacement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre
Dépôt: **Monsieur Emile Calmes**, le 22.2.1994
- 8) **4169** Proposition de loi portant a) l'interdiction de circulation des véhicules de poids lourds en transit durant les week-ends b) l'interdiction de dépassement pour véhicules de poids lourds
Dépôt: **Monsieur Lucien Lux**, le 11.6.1996
- 9) **4220** Proposition de loi concernant la réglementation des vols de nuit
Dépôt: **Monsieur Laurent Mosar**, le 16.10.1996
- 10) **4253** Proposition de loi autorisant le gouvernement à participer comme membre fondateur et à accorder une aide financière annuelle à la „Fondation Janis Joplin“
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 5.12.1996
- 11) **4254** Proposition de loi relative à la création d'une Cité de l'action Culturelle, du Livre et de la Musique à Luxembourg
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 5.12.1996
- 12) **4255** Proposition de loi concernant le transport de marchandises par voie terrestre
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 10.12.1996
- 13) **4262** Proposition de loi relative à l'agrément des réviseurs d'entreprises en matière écologique et à l'enregistrement des sites
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 8.1.1997
- 14) **4270** Proposition de loi relative à la responsabilité et à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 27.1.1997
- 15) **4298** Proposition de loi relative à la création d'un parc économique et naturel de la région de la „Minett“
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 29.4.1997

- 16) **4299** Proposition de loi portant modification de l'article 382 du code pénal
Dépôt: **Madame Ferny Nicklaus-Faber**, le 30.4.1997
- 17) **4354** Proposition de loi portant subventionnement de la mise en oeuvre de systèmes communautaires de management environnemental et d'audit
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 22.9.1997
- 18) **4355** Proposition de loi relative à la modification de la loi du 15 juillet 1993 concernant les débits de boissons non alcooliques
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 25.9.1997
- 19) **4360** Proposition de loi portant réforme de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 13.10.1997
- 20) **4401** Proposition de loi portant réglementation du financement des partis et des campagnes électorales
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 26.1.1998
- 21) **4434** Proposition de loi tendant à modifier la loi modifiée du 16 août 1967 afin de la mettre en conformité avec les exigences de l'article 99 de la Constitution
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 6.5.1998
- 22) **4550** Proposition de loi concernant la modification des articles 57, 62 et des articles 335 à 339 du code civil traitant de la reconnaissance d'un enfant naturel
Dépôt: **Monsieur Willy Bourg**, le 15.3.1999
- 23) **4551** Proposition de loi portant réglementation des ensembles de coins de terre et jardins familiaux
Dépôt: **Monsieur François Biltgen**, le 16.3.1999
- 24) **4564** Proposition de loi concernant la protection du cheptel piscicole
Dépôt: **Monsieur Jos Scheuer**, le 28.4.1999
- 25) **4567** Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 29.4.1999
- 26) **4580** Proposition de loi – concernant l'application aux agents CFL de l'article 4,a) de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès et de l'article IV.23) de la loi du 27 août 1986 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1973 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat – concernant l'application aux pupilles de la nation et aux orphelins de guerre des dispositions de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 21.5.1999
- 27) **4591** Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé (modifiée le 26 juillet 1975, le 14 mars 1988, le 22 novembre 1991 et le 12 février 1999)
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 4.11.1999
- 28) **4642** Proposition de loi portant création d'un fonds pour l'énergie
Dépôt: **Monsieur Alex Bodry**, le 14.3.2000
- 29) **4647** Proposition de loi portant sur l'aménagement et la réduction du temps de travail
Dépôt: **Monsieur Jeannot Krecké, Monsieur Lucien Lux**, le 16.3.2000
- 30) **4680** Proposition de loi relative au service de restauration scolaire pour les enfants fréquentant l'enseignement préscolaire, primaire, postprimaire et supérieur
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 27.6.2000

- 31) **4693** Proposition de loi instituant et promouvant l'actionnariat salarié
 Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 12.10.2000
- 32) **4711** Proposition de loi 1) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen; 2) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'organisation d'élections simultanées pour le Parlement européen et la Chambre des députés
 Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 21.7.2000
- 33) **4745** Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite
 Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 21.12.2000
- 34) **4747** Proposition de loi visant à réglementer la production, la distribution et la vente du cannabis
 Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 4.1.2001
- 35) **4792** Proposition de loi portant création de l'Agence luxembourgeoise de sécurité alimentaire (ALSA)
 Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 2.5.2001
- 36) **4793** Proposition de loi portant modification de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers
 Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 2.5.2001
- 37) **4810** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise visant à introduire la double nationalité et à faciliter l'accès à la nationalité luxembourgeoise
 Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 18.6.2001
- 38) **4823** Proposition de loi visant à modifier la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets
 Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 11.7.2001
- 39) **4854** Proposition de loi
 1. portant abolition de la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une Cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg et
 2. autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction d'une Cité judiciaire sur les îlots de la „Rocade de Bonnevoie“ à Luxembourg
 Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 10.10.2001
- 40) **4864** Proposition de loi visant à favoriser les investissements à caractère éthique, solidaire ou écologique au moyen de la promotion de l'épargne mobilière
 Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 13.11.2001
- 41) **4865** Proposition de loi ayant pour objet d'assurer la qualité de l'alimentation dans la restauration collective publique
 Dépôt: **Monsieur Marco Schank**, le 14.11.2001
- 42) **4873** Proposition de loi portant modification de la loi du 5 juillet 1991 portant
 a) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement à la fonction d'instituteur;
 b) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement au certificat de qualification de chargé de direction;
 c) création d'un pool de remplaçants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire;
 d) dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
 Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 29.11.2001

- 43) **4888** Proposition de loi portant modification de la loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations de personnel
 Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 13.12.2001
- 44) **4974** Proposition de loi portant création d'un établissement public dénommé „Institut national de Santé Environnementale“
 Dépôt: **Monsieur Jean Huss**, le 18.6.2002
- 45) **4996** Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire
 Dépôt: **Monsieur Mars Di Bartolomeo**, le 17.7.2002
- 46) **5005** Proposition de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures
 Dépôt: **Monsieur Gusty Graas**, le 8.8.2002
- 47) **5013** Proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition
 Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 19.8.2002
- 48) **5020** Proposition de loi instaurant un programme de délivrance de médicaments à base de cannabinoïdes
 Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 28.8.2002
- 49) **5036** Proposition de loi
 1. relative à la politique nationale de développement durable,
 2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du développement durable“,
 3. portant abrogation de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un conseil économique et social
 Dépôt: **Monsieur Robert Garcia, Monsieur Camille Gira**, le 15.10.2002
- 50) **5062** Proposition de loi portant création de la Commission consultative de Médecine préventive et sociale et modifiant la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé
 Dépôt: **Monsieur Jean Colombera**, le 3.12.2002
- 51) **5075** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite
 Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 18.12.2002
- 52) **5086** Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988
 Dépôt: **Monsieur Jean-Pierre Klein**, le 28.1.2003
- 53) **5093** Proposition de loi
 1. relative à la politique nationale pour le développement du tourisme,
 2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du Tourisme“,
 3. régissant les modalités du plan quinquennal pour le développement du tourisme
 Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 30.1.2003
- 54) **5168** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement
 Dépôt: **Monsieur Alex Bodry**, le 17.6.2003
- 55) **5172** Proposition de loi portant organisation d'un réseau de bibliothèques communales
 Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 1.7.2003

- 56) **5185** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002
1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension
 2. portant création d'un forfait d'éducation
 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
- Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.7.2003
- 57) **5186** Proposition de loi portant modification de la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire
- Dépôt: **Monsieur Jean Colombera**, le 23.7.2003
- 58) **5252** Proposition de loi concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
- Dépôt: **Madame Dagmar Reuter-Angelsberg**, le 27.11.2003
- 59) **5261** Proposition de loi instituant un service bancaire de base
- Dépôt: **Monsieur Claude Wiseler**, le 17.12.2003
- 60) **5283** Proposition de loi relative aux partis politiques et portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu
- Dépôt: **Monsieur Jean-Paul Rippinger**, le 27.1.2004
- 61) **5329** Proposition de loi sur les transports publics
- Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 21.4.2004
- 62) **5333** Proposition de loi créant un crédit d'impôt recherche
- Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 27.4.2004
- 63) **5433** Proposition de loi relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics
- Dépôt: **Monsieur Félix Braz**, le 19.1.2005
- 64) **5450** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers
- Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 11.3.2005
- 65) **5480** Proposition de loi portant modification a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs
- Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 31.5.2005
- 66) **5621** Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition
- Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 18.10.2006
- 67) **5623** Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux
- Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 24.10.2006
- 68) **5646** Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg
- Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 5.12.2006
- 69) **5668** Proposition de loi modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée
- Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 22.1.2007

- 70) **5682** Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 13.2.2007
- 71) **5701** Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse
Dépôt: **Madame Lydie Err**, le 13.3.2007
- 72) **5703** Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 14.3.2007
- 73) **5747** Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
Dépôt: **Monsieur Henri Kox**, le 11.7.2007
- 74) **5776** Proposition de loi portant modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 18.9.2007
- 75) **5783** Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant 1. modification du Code du travail; 2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi; 4. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales; 5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces; 6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural; 7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers; 8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement; 12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 26.9.2007
- 76) **5793** Proposition de loi visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.10.2007
- 77) **5794** Proposition de loi portant création d'une chambre des retraités
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.10.2007
- 78) **5875** Proposition de loi a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements;

b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation; j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

Dépôt: **Monsieur Gast Gibéryen**, le 22.4.2008

79) **5946** Proposition de loi portant

- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière

Dépôt: **Monsieur Michel Wolter**, le 23.10.2008

80) **5960** Proposition de loi portant

- modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur
- modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire

Dépôt: **Monsieur Claude Adam**, le 26.11.2008

81) **5971** Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances Sociales

Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 9.12.2008

82) **6016** Proposition de loi visant – à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des députés – à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Dépôt: **Monsieur Roger Negri**, le 18.3.2009

83) **6036** Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004

Dépôt: **Monsieur Alexandre Krieps**, le 29.4.2009

84) **6041** Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 7.5.2009

85) **6042** Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite

Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 12.5.2009

86) **6044** Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 13.5.2009